



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

Service interministériel d'animation
des politiques publiques

Pôle environnement et transition énergétique

Affaire suivie par : Paul BERGERARD

Contact : 02 54 81 55 90

paul.bergerard@loir-et-cher.gouv.fr

Blois, le **13 SEP. 2022**

M. Bruno ROUSSEAU

Société SAINT-MICHEL CONTRES

2, boulevard de l'Industrie

41700 LE CONTROIS-EN-SOLOGNE

Monsieur,

Par courrier du 27 janvier 2021, vous m'avez transmis une demande de réexamen des conditions d'exploitation de votre site du CONTROIS-EN-SOLOGNE. Votre démarche visait à répondre aux prescriptions de la décision d'exécution n° 2019/2031 prise par la commission européenne le 12 novembre 2019. Ce document établit les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) dans les industries agroalimentaire et laitière, au titre de la directive 2010/75/UE (directive « IED »). Dans votre cas, la rubrique concernée est la 3642-3 « *Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires* ».

Après étude des éléments que vous avez bien voulu me communiquer, je vous informe que je prends acte des actions que vous vous engagez à mettre en œuvre pour rendre les conditions d'exploitation de ce site conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables aux installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation, notamment au titre de la rubrique 3642-3 de la nomenclature des ICPE. Ces prescriptions s'appliquent sans préjudice des dispositions de mon arrêté du 8 février 2011 vous autorisant à exploiter vos installations DU CONTROIS-EN-SOLOGNE.

J'attire votre attention sur le fait que ces actions pourront faire l'objet de contrôles lors des visites des inspecteurs des installations classées.

Enfin, je vous invite à leur faire part des difficultés éventuelles que vous pourriez rencontrer dans la mise en œuvre de ces mesures.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Nicolas HAUPTMANN